

NExt StEp: TRANSITION – Des nouvelles compétences pour les représentants des travailleurs pour la transition énergétique durable

[Projet n.101048656 cofinancé par l'Union européenne, SOCPL-2021-INFO-WK]



Synthèse du projet

Le projet Next Step : Transition s'axe sur le secteur des énergies et porte en premier lieu sur la transition vers une économie neutre en carbone.

L'objectif du **projet « Next Step : Transition » est d'apporter aux organisations syndicales les connaissances et compétences nécessaires pour relever le défi de la transition verte dans l'industrie en développant et en implémentant des initiatives novatrices.**

Ceci devrait permettre d'éviter un accroissement de la vulnérabilité lors de cette transition et de garantir l'égalité, l'inclusion et la promotion des droits des travailleurs et des droits humains, tant sur le lieu de travail qu'au sein des populations locales.

Un objectif indirect est de promouvoir parmi les syndicalistes et les représentants des travailleurs l'idée que la productivité et l'éco-efficacité peuvent aller de pair, ce qui est de plus en plus possible aujourd'hui grâce aux nouvelles technologies du numérique. « Next Step: Transition » entend appuyer les organisations syndicales et les travailleurs lors de cette phase cruciale et ce afin de durabiliser le secteur des énergies en Europe, à la fois en matière de sécurité mais aussi de santé.

Pour aboutir à la transition verte, au développement durable et à une économie neutre en carbone, il faudra œuvrer aux questions de sécurité et de santé. Et cet effort ne s'arrête pas aux murs des entreprises. Pour atteindre le plein potentiel de ce projet, l'environnement et les populations locales doivent également être pris en compte. « Next Step: Transition » rassemble à cette fin des organisations syndicales et des instituts de recherche, au niveau européen et national.

Sur la base d'une étude préliminaire et d'une évaluation des compétences (nécessaires), l'on élabore des outils de formation faciles d'utilisation et l'on organise des activités sous la forme de conférences numériques interactives et de missions internationales sur le terrain afin que les syndicalistes nationaux/locaux et les représentants des travailleurs puissent développer

leurs connaissances et leurs compétences dans ce domaine (en particulier ceux qui s'occupent des questions de sécurité et de santé).

Emprunter le chemin de la transition écologique, du développement durable et de l'économie neutre en carbone implique également d'adopter en priorité de nouvelles mesures de sécurité et de santé, y compris à l'extérieur des entreprises, et donc aussi dans l'intérêt de l'environnement extérieur et des populations locales. Ainsi, la transition pourra se faire de manière juste et équitable pour tous.

Deux documents ont été élaborés dans le cadre de ce projet (théorie et expériences) : [“Rapport sur le cadre institutionnel pour une transition énergétique juste et le rôle des relations industrielles en Europe”](#) et [“Un aperçu de la littérature”](#) présentant une vue d'ensemble des thèmes pertinents pour ce projet.

Le premier rapport comprend une analyse de la politique en matière de transition énergétique et du cadre normatif en matière d'implication des partenaires sociaux ainsi que du rôle crucial des relations industrielles et du dialogue social dans ce processus. La revue de la littérature présente un état des lieux de la recherche sur la transition énergétique équitable. L'on y explique le concept de « transition juste » ainsi que les stratégies que les syndicats et les représentants des travailleurs ont mis en place. Un [glossaire](#) a été annexé aux documents, lequel reprend les termes relatifs à la transition durable, avec à chaque fois une brève définition. Il est fondamental de s'assurer que tous les acteurs du secteur aient une compréhension uniforme des thèmes relatifs à la politique de transition. Ceci facilite la communication et les actions des partenaires sociaux, surtout pour les syndicats lorsqu'il est question de développement de stratégies de durabilité et de définition la politique normative en la matière. Lors de la première session de formation transnationale, les principaux points de la première phase de cette recherche ont été présentés, ainsi que les résultats du questionnaire auquel ont répondu les syndicats et les représentants des travailleurs des pays participant à ce projet. Ces sessions de formation ont eu lieu en octobre 2023. L'on a remis aux participants une vue d'ensemble de la transition écologique dans le secteur des énergies. Ces derniers ont étudié des thèmes clés, avec l'appui d'experts externes, notamment le concept de « transition juste » et ses différentes interprétations, l'approche des différents syndicats ainsi que le rôle de la numérisation. Différents concepts et termes ont été évoqués, lesquels portent sur les énergies renouvelables, les nouvelles technologies dans le cadre de la transition vers des énergies vertes, la politique européenne et internationale, notamment le Pacte vert, les Accords de Paris, le Règlement pour une industrie «zéro net», ...

Le deuxième volet de l'étude consiste à recenser les bonnes pratiques en matière de dialogue social. Cet aperçu présente des exemples de bonnes pratiques en matière de relations industrielles qui peuvent contribuer à la durabilité dans le secteur de l'énergie. L'accent a été mis sur le dialogue social bipartite et tripartite et sur le dialogue avec les parties prenantes, tant au niveau européen que dans les différents pays qui participent au projet (Italie, Espagne, Belgique, Bulgarie et Allemagne).

Étant donné que ce projet a pour objectif de renforcer les syndicats et les représentants des travailleurs dans l'avancement d'une transition au sein du secteur européen des énergies, laquelle serait durable, à la fois du point de vue social et environnemental, ce rapport présente des exemples de comment s'atteler au dialogue social, à la participation des travailleurs et aux négociations collectives.

La deuxième session de formation transnationale a été consacrée non seulement à la présentation du rapport institutionnel et à la compilation des meilleures pratiques dans le domaine de la transition verte dans le secteur des énergies, mais a également permis aux participants de prendre part à un débat avec des experts européens et nationaux et à un échange entre syndicats et représentants des travailleurs sur les thèmes de ce projet.

Pour compléter les activités menées dans le cadre du projet, deux voyages d'étude ont également été organisés, à Venezia Porto Marghera en Italie et dans la région de Bochum en Allemagne, afin de voir sur le terrain les défis et les difficultés rencontrés dans la transition énergétique et dans la transition du carbone vers des sources d'énergie plus durables.

Les voyages d'étude visaient à consulter des entreprises locales qui ont déjà vécu la transition énergétique et ses effets. En favorisant le dialogue entre les syndicats et les pays concernés, les bonnes pratiques au niveau national peuvent servir, moyennant adaptation, d'exemple pour les autres pays européens.

La conférence de clôture du projet a eu lieu le 12 juin 2024 à Bruxelles. Les partenaires sociaux européens impliqués dans le dialogue social sectoriel (tels que IndustriALL Europe, l'ECEG, DG ENER) ont été invités à échanger leurs perspectives et leurs points de vue sur la transition énergétique juste.

Les instances locales et nationales étaient également présentes pour présenter les situations fort différentes dans les pays impliqués dans le projet. Enfin, des [Directives sur les mesures à prendre en faveur d'une transition énergétique durable](#) ont également été élaborées, afin de soutenir et de renforcer l'action des syndicats et des représentants des travailleurs, aux niveaux européen, national et local/ de l'entreprise, et de leur permettre de façonner et d'aider à guider la transition énergétique inclusive et durable.